

Les subsides

Nous avons dit que le moment était venu pour nous d'envisager la possibilité d'exiger que l'on fabrique au Canada une grande partie des pièces d'automobiles et d'autres produits qui y sont vendus à l'heure actuelle. Nous disons non pas que le Canada ne devrait pas importer ou qu'il ne devrait pas exporter, mais que certaines des pièces de tout ce que nous importons devraient être fabriquées au Canada. Si le gouvernement s'était engagé dans cette direction, il aurait pu créer un nombre considérable d'emplois et permis ainsi à nos jeunes de s'intégrer dans la population active.

• (1200)

Le député qui est intervenu avant moi comprendra sûrement que si nous avons commencé à procéder de la sorte en tirant parti de l'énorme secteur agricole de notre pays, si nous nous étions efforcés davantage d'encourager l'agriculteur à remplacer son matériel agricole désuet par de nouvelles machines pour être en mesure de soutenir la concurrence internationale, nous aurions créé des emplois dans l'industrie manufacturière des machines agricoles. Il y a toute une série de projets de création d'emplois, dans les secteurs tant public que privé, qui auraient pu être entrepris, et peuvent encore l'être, et qui auraient pu procurer des emplois à 400, 500 ou 1,000 Canadiens qui sont soit en chômage soit sur le point d'entrer sur le marché du travail.

Il nous faut restructurer notre programme de formation par l'apprentissage, monsieur le Président. Il est absolument indispensable que nous obligions les employeurs à prendre des apprentis et à former les jeunes aux techniques nouvelles. Nous devons donc commencer à élaborer des programmes d'apprentissage qui permettront aux jeunes d'acquérir les compétences nécessaires pour devenir des membres utiles d'une société productive.

Il faut nous résoudre maintenant à accepter la nécessité d'affronter, je crois que c'est le mot juste, le problème des taux d'intérêt élevés qui a perturbé l'économie canadienne. Comme l'a dit le député qui m'a précédé, et les libéraux en conviendront sûrement, nous sommes les seuls à la Chambre des communes à avoir constamment réclamé au gouvernement une politique de faibles taux d'intérêt. Nous sommes même allés jusqu'à dire que nous serions disposés à accepter toutes les mesures qui seraient nécessaires pour mettre une telle politique en œuvre.

En terminant, monsieur le Président, je dirai qu'il existe bon nombre de moyens de créer de nouveaux emplois, d'intégrer les jeunes à la population active, de façon temporaire et permanente. Il faut examiner de nouveaux moyens de réduire la semaine de travail et la vie active des travailleurs tout en leur garantissant un revenu convenable. C'est pourquoi je désire proposer un amendement à la motion, appuyé par le député de Humboldt-Lake Centre (M. Althouse):

Qu'on modifie la motion en remplaçant le point final par une virgule et en ajoutant, immédiatement après, ce qui suit:

«et particulièrement d'avoir adopté les taux d'intérêt et la politique monétaire des États-Unis et d'avoir ainsi réduit les possibilités d'emploi pour les jeunes Canadiens.»

Le président suppléant (M. Guilbault): La présidence est d'avis que l'amendement est recevable. Le débat portera à partir de maintenant sur la motion et l'amendement. Il nous reste encore dix minutes pour les questions et observations.

M. Lang: Monsieur le Président, je tiens à féliciter le député de Hamilton Mountain (M. Deans) d'avoir prononcé un discours qui ne se limitait pas à déblatérer aveuglément, stupidement. Il a de toute évidence réfléchi à ce qu'il avait à dire et proposé certaines solutions de rechange. Il a exposé au moins quatre suggestions différentes pour remédier au chômage des jeunes et au chômage en général. Il a parlé du travail partagé. Je reconnais qu'il s'agit d'un moyen important d'y remédier. Le gouvernement a déjà mis en œuvre des mesures dans ce sens. Dans ma ville 64 entreprises différentes appliquent déjà la formule du travail partagé.

Il a également parlé de faire exécuter dans leur localité des travaux par des jeunes et par d'autres pour satisfaire les divers besoins auxquels ni le secteur privé, ni le secteur public n'ont pourvu. Or, le gouvernement a justement des programmes à cette fin, par exemple le programme Été Canada et le programme des Projets de développement communautaires.

Le député a parlé de l'importance des grands investissements, et des emplois qu'ils peuvent fournir, citant trois exemples: le logement, les transports et le matériel agricole.

M. Deans: Vous en oubliez un.

M. Lang: Dans ses derniers budgets, le gouvernement a prévu divers encouragements à la construction de logements. En ce qui concerne les transports, nous avons modifié le tarif du Corbeau pour nous procurer la quantité de capitaux nécessaires au réaménagement et à la modernisation de notre réseau ferré. Bien des fonds ont été affectés à la revalorisation des ports. En ce qui concerne le matériel agricole, nous savons tous que le gouvernement est venu en aide à Massey-Ferguson.

M. Deans: Ce n'est pas de cela que je parle.

M. Lang: Je veux bien admettre plusieurs des suggestions du député, mais ce qu'il faut se demander c'est combien il faut consacrer à ces domaines, et si l'on doit tenir compte du déficit.

Le député a parlé du programme d'apprentissage. Je pense qu'il s'agit là d'un domaine extrêmement important, mais il n'est pas facile d'obtenir la collaboration qui doit exister entre les entreprises, les syndicats et le gouvernement pour réaliser un programme d'apprentissage qui résolve les problèmes aussi bien que nous le voudrions. Je demanderai au député s'il pense que les syndicats doivent se montrer plus réceptifs aux programmes d'apprentissage, parce qu'un des obstacles auxquels nous nous heurtons vient du mouvement syndical lui-même.

M. Deans: Monsieur le Président, il est amusant de voir à quel point on peut tirer des conclusions divergentes à partir des mêmes choses. Les meilleurs programmes d'apprentissage au pays sont ceux des syndicats, monsieur le Président. L'industrie de la construction a ses propres programmes d'apprentissage. Ces programmes fournissent des apprentis de la plus haute valeur. Il n'y a pas de meilleurs apprentis au monde, et il y en a beaucoup qui ne les valent pas. Le mouvement syndical n'a rien contre les programmes d'apprentissage. L'ennui a toujours été que les patrons trouvent plus simple d'aller chercher de la main-d'œuvre qualifiée et des ouvriers à l'étranger, au lieu de mettre sur pied des programmes d'apprentissage pour satisfaire leurs besoins futurs. Sur quoi se base-t-on pour dire que les syndicats ont entravé en quoi que ce soit le développement des programmes d'apprentissage?